

«La dissolution de la classe est un désastre.»

LA SUISSE A MAL À SON ÉCOLE

Président de la commission langues vivantes de la Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire, actif tant au niveau cantonal que fédéral, le Genevois Marco Polli s'alarme du nombre de laissés-pour-compte que fabrique notre école.

Marco Polli, la Suisse jouissait depuis l'après-guerre de la meilleure formation. Qu'est-ce qui a changé en trente, quarante ans?

Une foule de choses. Autrefois, en fin de scolarité obligatoire, à l'âge de 15 ans, les jeunes se répartissaient en trois filières: entrée directe dans la production, apprentissages et écoles secondaires et professionnelles supérieures. Mais le boom économique qui a caractérisé les années d'après-guerre s'est traduit par un développement rapide du secteur tertiaire, au détriment de l'agriculture et de l'industrie des machines. Il est devenu clair qu'une bonne partie des enfants d'ouvriers, de paysans et des classes moyennes les plus humbles ne feraient pas le métier de leurs parents, et bénéficieraient d'une amélioration de leur condition.

C'est ainsi que s'est mise en place la démocratisation des études dès les années 1960.

Oui. A la sortie du primaire, avec la démocratisation des études, les trois filières – pratique, générale et prégymnasiale – ont été réunies dans les mêmes établissements qui accueillait désormais tous les élèves entre 12 et 15 ans. Grâce à des passerelles, ils pouvaient éventuellement passer d'une section à

l'autre. Jusqu'au début des années 1990, cet effort de démocratisation des études s'est ainsi traduit par un gonflement régulier des sections prégymnasiales.

L'offre sur le marché du travail a également changé.

Aujourd'hui, les emplois qui s'offraient autrefois aux jeunes dans le secteur de la production n'existent plus. Les apprentissages offerts ont diminué. Et ce n'est finalement qu'après avoir échoué dans les études supérieures que de nombreux jeunes se résolvent à entreprendre un apprentissage. Il faut donc savoir qu'actuellement presque toute la jeunesse entre 15 et 18 ans passe et passera par le postobligatoire. Beaucoup vont entamer des études secondaires supérieures que plus de la moitié d'entre eux ne finiront jamais. En première du collège, à Genève, à l'âge de 15,16 ans, le taux d'échec est de 30 à 50%! En première de l'Ecole de commerce il est même de 60% à 80%.

Le phénomène se répète au moment de l'entrée à l'université. En pre-

mière année d'université aussi, l'écroulement est considérable.

Oui. Lorsque, dans les années 1990, avec l'instauration de la nouvelle matu-

on a fixé l'âge de la matu à 18 ans, les milieux universitaires ont immédiatement réagi, en disant: attendez, tout le boulot que vous ne ferez plus, c'est nous qui devons le faire!... Depuis lors, en effet, arrivent à l'université des collégiens qui ne sont «pas finis». Ce mot de «maturité» rendait bien l'idée de maturation. La matu donnait une assise de base. Ce n'est plus le cas. Les profs d'uni, aujourd'hui, se trouvent devant des étudiants dont les connaissances sont émietées.

Récemment, «L'Hebdo» titrait en couverture «La maturité ne vaut plus rien».

C'est exagéré. Mais ce qui est vrai, c'est que, comme l'école primaire, le postobligatoire est devenu une espèce de supermarché. On donne l'illusion aux élèves qu'ils opèrent

des choix («ils font leur marché»...) et on leur propose une douzaine d'options spécifiques et une dizaine d'options complémentaires à choix à côté d'un

Biographie



PROF

Né en 1940, Marco Polli enseigne l'allemand et l'informatique à Genève. Ancien président de l'Union du corps enseignant secondaire genevois, il a participé à de nombreuses commissions sur les langues vivantes, la formation continue, le statut des enseignants. Marié, il a trois enfants et quatre petits-enfants. Il pratique aussi le théâtre amateur.



Pour
Marco Polli,
les collégiens
qui arrivent à
l'uni ne sont
pas prêts, pas
assez matures.

tronc commun de disciplines classiques autrefois appelées «branches principales». En réalité, cette nouvelle matu ne contribue qu'à disperser les savoirs, elle n'indique plus où sont les priorités, elle ne hiérarchise plus les matières, elle ne montre plus où est la cohérence des savoirs. La classe elle-même a éclaté, puisque les élèves aujourd'hui appartiennent moins à une classe qu'à des groupes, en fonction des options qu'ils ont choisies. Ce qui ne fait que conforter les inégalités sociales.

Vous pensez sérieusement que l'éclatement de la classe entraîne des inégalités sociales?

Mais bien sûr! La dissolution de la classe est un désastre! Seuls les élèves qui réussiraient de toute façon, dans n'importe quel système, grâce au milieu social dont ils sont issus, y sont adaptés. Or, dans ma carrière, j'ai eu des quantités d'élèves qui n'auraient tout simplement pas réussi leur matu s'ils n'avaient pas été entraînés par le mouvement de la classe. En renonçant à celle-ci, vous perdez cet effet collectif, c'est une catastrophe.

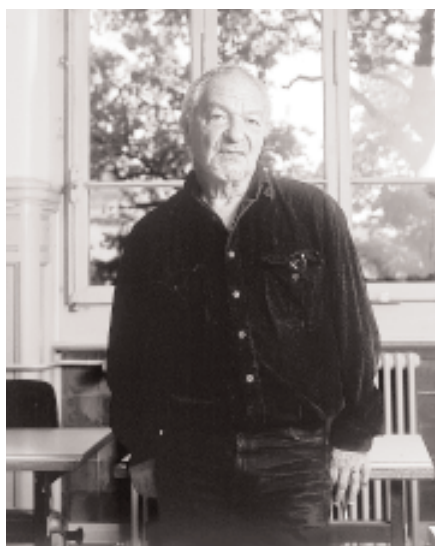
L'organisation scolaire ne peut être seule incriminée. L'école est tributaire des changements de la société dans son ensemble...

Bien sûr, pour une foule de raisons qui tiennent à l'évolution de la société, nous avons aujourd'hui des classes beaucoup plus hétérogènes qu'autrefois. En même temps, l'école ne dispose plus des moyens financiers adéquats pour gérer cette évolution. En Suisse, tous les budgets des DIP ont fondu, en dix, douze ans, de 30%!

Or, la dynamique d'une classe ou d'un groupe est chose fragile. Trois à cinq élèves inadaptés et déterminés peuvent vous flanquer une classe complètement en l'air! Dès lors que vous avez six, sept élèves insuffisants dans

une même classe, cette classe ne peut plus fonctionner. Et l'échec est programmé pour tous ceux qui, autrefois, profitaient de cet effet d'entraînement collectif de la classe.

Quelle est la part de responsabilité des réformes et des nouvelles méthodes dans l'absence de compétences qu'on note aujourd'hui chez certains jeunes?



«La politique scolaire actuelle accentue les inégalités.»

Les réformes de structures de l'école primaire ont occulté les problèmes de fond: celui de l'acquisition des connaissances fondamentales. On a voulu croire, ou faire croire, que chacun pourrait avancer à son propre rythme. Dans l'idéal, c'est très joli. Chacun remplit en effet peu ou prou son panier. Le problème, c'est qu'au moment où l'élève arrive à la caisse, c'est-à-dire à l'entrée au secondaire, certains ont un panier bien rempli et d'autres un panier pratiquement vide. Et personne, pendant les six ans qu'aura duré la scolarité primaire, ne les aura prévenu de cette échéance décisive. Le retard en lecture à 9 ans est pratiquement irrémédiable s'il n'est pas détecté à temps et traité comme il se devrait.

L'idée centrale, c'est que l'élève apprend à apprendre.

C'est cela. C'est une façon d'envisager l'enseignement qui s'inscrit dans un mouvement de fond néolibéral qui touche tous les pays d'Europe, et auquel s'est ralliée une partie de la gauche aussi bien que la droite pure et dure. Les mêmes réformes ont été introduites en France par le socialiste Claude Allègre lorsqu'il était ministre de l'Éducation, à Zurich par l'ultra-libéral Ernst Buschor, à Genève, par la libérale Martine Brunschwig Graf, qu'a suivie le socialiste Charles Beer. Cette politique tend à abolir tous les processus collectifs pour renvoyer les individus à eux-mêmes. Il accentue les inégalités au lieu de les compenser, décharge l'École de ses responsabilités envers les plus faibles. Avec un discours bien-pensant de «gauche» on vend une idéologie typiquement néolibérale, même si elle prend des formes masquées.

A quoi attribuez-vous la progression de l'illettrisme?

Nous avons 20% d'illettrés, et c'est intolérable. La réintroduction à certains endroits de la lecture globale a été une catastrophe. On est revenu cinquante ans en arrière, puisque à la fin des années 1930, ce débat avait été tranché: on savait que cette méthode ne marchait pas. Elle donne simplement à l'élève l'illusion qu'il sait lire. Résultat, à 12 ans, sitôt qu'un texte réclame une certaine capacité d'abstraction, l'élève ne le comprend plus...

Si l'inefficacité de la lecture globale a été démontrée dans les années 1930, comment se fait-il qu'on l'ait à nouveau adoptée?

C'est qu'à un moment donné, elle a correspondu à un esprit du temps pétri de bons sentiments. Elle est apparue «sympathique», moderne. L'idée qu'on puisse apprendre à lire «facilement», «naturellement» a sé-

duit. On a mis le paquet sur la communication orale en oubliant que le processus complexe de la lecture passe par des représentations écrites, de même que tout le mouvement de la civilisation.

Un peu comme s'il suffisait d'écouter une langue pour l'apprendre?

Exactement. En ce qui concerne l'apprentissage des langues, l'allemand, l'anglais, on a répandu la superstition dans le public que les langues finissent par entrer naturellement dans la tête des élèves, sans qu'ils aient à en apprendre le vocabulaire et la grammaire... Quoi d'étonnant si l'on observe ensuite chez les élèves une difficulté à accepter de travailler et à se concentrer?...

Finalement, on ne sait plus très bien quel est le sens de l'école? sa mission?

Sa première mission devrait être de transmettre les usages d'une société démocratique. Chose qui ne se fait pas simplement via un cours d'instruction civique. Mais, bien plus essentiellement, en faisant vivre des élèves dans une communauté saine, dans le respect de l'autre et de la collectivité. Du moment où l'on assiste à une montée des incivilités et des désordres dans l'école, les élèves n'apprennent plus la démocratie concrète. Deuxième mission: l'acquisition d'un ensemble cohérent de connaissances et de savoirs, qui protège de la barbarie. Enfin, troisième point, l'école doit offrir une diversification des formations possi-

bles: il faut accepter l'idée qu'à un moment donné l'orientation et la sélection, via de vraies filières, interviennent nécessairement en fonction des aptitudes.

Ce sont ces possibilités de diversification, cet éventail réel de potentialités qui font défaut. Parce que la société ne s'en donne plus les moyens et, de façon assez hypocrite, sans oser réellement le dire, est en train d'accepter qu'une bonne partie de sa jeunesse soit laissée pour compte. Personne n'est venu dire à la population qu'en votant le «moins d'Etat», elle a choisi le moins d'Ecole et l'abandon des plus faibles.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-FRANÇOIS DUVAL
PHOTOS EDDY MOTTAZ

ANNONCE

